

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

EMAIL : leblemedujour@gmail.com - TÉL : +229 0195534395

N° 666 DU 19 OCTOBRE 2026

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE BÉNINOISE

P. 02 - 07

ECOBANK ANNONCE 138,5 MILLIARDS FCFA POUR LE BÉNIN

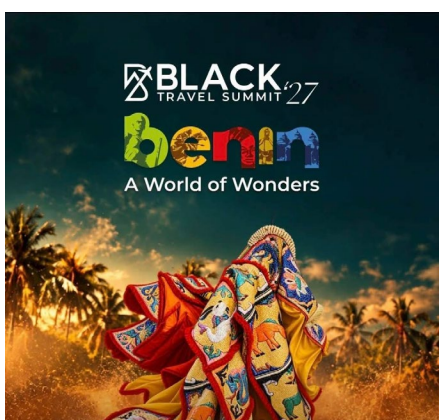
Le groupe bancaire panafricain donne son accord de principe pour financer de nouveaux projets stratégiques de l'État. Les infrastructures, l'agriculture et le soutien aux entreprises figurent parmi les secteurs prioritaires.



Le Bénin s'impose parmi les locomotives du continent

TOURISME INTERNATIONAL

P. 03



Black Travel Summit 2027 : le Bénin à l'honneur

ATHLÉTISME EN MILIEU SCOLAIRE

P. 07

Natitingou : 1 900 élèves au départ du Cross de la rentrée



SANTÉ PUBLIQUE – CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DES CANCERS FÉMININS

P. 09



Xwédakunkan mobilise ses femmes contre les cancers du sein et du col de l'utérus

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le Bénin s'impose parmi les locomotives du continent



Avec une croissance projetée à 7 % en 2026, le Bénin figure parmi les économies africaines les plus dynamiques. Les perspectives dévoilées par les institutions financières internationales mettent en lumière les effets des réformes structurelles, de la diversification économique et de l'industrialisation engagées ces dernières années.

Le Bénin confirme son positionnement parmi les pays africains affichant les meilleures perspectives de croissance économique. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le pays devrait maintenir une progression soutenue de son produit intérieur brut (PIB), avec un taux estimé à 7 % en 2026. Cette dynamique devrait se poursuivre au cours des prochaines années, avec une croissance annoncée à 7,3 % en 2028.

Ces prévisions placent le Bénin dans le cercle des économies les plus performantes du continent. Elles témoignent d'une activité économique portée par les investissements, le développement des infrastructures, la transformation industrielle et les efforts de modernisation de l'environnement des affaires.

L'industrialisation comme moteur de croissance

Parmi les leviers de cette progression figure la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), devenue l'un des symboles de la stratégie béninoise de transformation locale des matières premières. À travers le développement d'unités industrielles et la valorisation des productions nationales, cette zone contribue à l'ambition de renforcer la création de richesse sur le territoire.

La filière cotonnière demeure également un pilier important de l'économie nationale. Au-delà de la production agricole, les autorités misent sur la transformation locale pour accroître la

valeur ajoutée, stimuler les exportations et favoriser la création d'emplois.

À ces facteurs s'ajoutent les investissements publics et privés, ainsi que les réformes destinées à améliorer la gestion économique et à renforcer l'attractivité du pays auprès des investisseurs.

Des perspectives encourageantes, mais des défis persistants

Le Bénin n'est pas seul à afficher des perspectives aussi favorables. D'autres pays africains, notamment l'Éthiopie, la Guinée et le Rwanda, devraient également enregistrer des taux de croissance élevés. Le classement varie toutefois selon les institutions, les périodes étudiées et les hypothèses retenues.

Au-delà des indicateurs macroéconomiques, l'enjeu pour le Bénin consiste désormais à traduire cette progression en améliorations concrètes des conditions de vie. La création d'emplois durables, l'augmentation des revenus, le renforcement du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités demeurent des objectifs essentiels.

La consolidation de cette dynamique nécessitera également de poursuivre les efforts de mobilisation des investissements et de renforcer la résilience de l'économie face aux incertitudes internationales.

En définitive, les perspectives de croissance constituent un signal encourageant pour l'économie béninoise. La capacité du pays à maintenir cette trajectoire tout en faisant bénéficier davantage de citoyens des retombées de son développement sera déterminante pour inscrire ces performances dans la durée.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lembredujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lembredujour.bj, faites comme chez vous.

www.lembredujour.bj
www.lembredujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lembredujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lembredujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

TOURISME INTERNATIONAL

Black Travel Summit 2027 : le Bénin à l'honneur

Le Bénin accueillera en 2027 la première édition africaine du Black Travel Summit. Une opportunité majeure pour promouvoir le patrimoine national, renforcer les liens avec la diaspora afrodescendante et accroître l'attractivité touristique du pays.

Le Bénin s'apprête à accueillir un rendez-vous inédit sur le continent africain. Le pays a été choisi pour abriter, en 2027, la première édition africaine du Black Travel Summit, un événement international consacré au tourisme et aux expériences de voyage des communautés noires.

L'annonce a été faite à Milwaukee, aux États-Unis, lors du gala des Black Travel Awards. Organisée en partenariat avec Bénin Tourisme, cette rencontre réunira à Cotonou des professionnels du secteur touristique, des entrepreneurs, des créateurs de contenu, des médias internationaux ainsi que des représentants de la diaspora afrodescendante.

Une vitrine pour le patrimoine béninois

Cette désignation constitue une occasion de renforcer la visibilité du Bénin auprès des voyageurs afrodescendants en quête de leurs origines et de leur histoire. Le patrimoine historique du pays, ses traditions, ses expressions artistiques et ses sites de mémoire représentent des atouts importants pour séduire cette catégorie

de visiteurs.

L'événement devrait également permettre aux acteurs du tourisme béninois de nouer des partenariats internationaux et de mieux faire connaître les offres touristiques nationales.

Des retombées économiques attendues

Au-delà de son importance culturelle, le Black Travel Summit pourrait générer des opportunités pour plusieurs secteurs, notamment l'hôtellerie, la restauration, le transport, l'artisanat et les industries culturelles. Les professionnels locaux auront ainsi l'occasion de valoriser leurs services auprès d'un public international et de développer de nouvelles relations d'affaires.

Pour le Bénin, l'enjeu sera de transformer cette visibilité en retombées économiques durables, tout en consolidant les liens entre le pays, le continent africain et les diasporas.

En accueillant ce sommet en 2027, le Bénin confirme ses ambitions touristiques et entend davantage positionner son patrimoine culturel et historique sur la scène internationale.

Emeric Joël ALLAGBE



GOUVERNANCE DE ROMUALD WADAGNI : CINQ MOIS APRÈS

Wilfried Léandre Houngbédji évoque un climat d'espoir au Bénin

Cinq mois après l'accession de Romuald Wadagni à la magistrature suprême, le gouvernement se montre optimiste quant à la perception de son action par les populations. Invité sur la SRTB, dimanche 18 octobre 2026, le porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji, a fait état de témoignages encourageants recueillis sur le terrain et insisté sur la nécessité de mieux partager les fruits de la croissance.

Un sentiment de confiance mis en avant par le gouvernement

Le gouvernement béninois affiche sa confiance dans la dynamique engagée sous la présidence de Romuald Wadagni. Cinq mois après le début de son mandat, l'exécutif estime que les premières actions du chef de l'État entretiennent l'espoir d'une poursuite des transformations économiques et sociales amorcées ces dernières années.

S'exprimant sur la télévision nationale, Wilfried Léandre Houngbédji a évoqué les attentes positives qu'il dit observer au sein de la population. Selon le porte-parole du gouvernement, les citoyens souhaitent voir les progrès enregistrés par le Bénin se poursuivre et se traduire par de nouvelles



améliorations de leurs conditions de vie.

Pour étayer son appréciation, le ministre a fait référence aux échanges qu'il a eus avec les populations lors de ses déplacements à travers le pays, effectués avec son équipe. Il affirme avoir reçu des messages d'encouragement et de satisfaction, dont certains étaient destinés au président de la République.

Au-delà de ces témoignages, Wilfried Léandre Houngbédji met en avant la volonté des citoyens de contribuer à la pour-

suite du développement national. Une adhésion qu'il considère comme un atout pour accompagner les politiques publiques et consolider les acquis.

Le partage des fruits de la croissance au cœur des attentes

Si le gouvernement se félicite du climat d'optimisme qu'il dit constater, le principal défi reste de transformer les attentes des populations en améliorations tangibles. La confiance exprimée par les citoyens devra notamment se mesurer à la capacité des

politiques publiques à répondre à leurs préoccupations quotidiennes.

Sur ce point, le porte-parole du gouvernement a insisté sur la redistribution des fruits de la croissance économique. Il a affirmé que le président Romuald Wadagni avait déjà engagé des actions en ce sens depuis son accession au pouvoir.

Pour l'exécutif, l'enjeu consiste désormais à faire en sorte que les performances économiques se répercutent davantage sur le quotidien des Béninois, notamment à travers l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie.

Cinq mois après l'arrivée de Romuald Wadagni à la tête de l'État, le gouvernement entend donc entretenir la confiance et conforter l'espoir suscité par la nouvelle gouvernance. Reste à savoir dans quelle mesure les résultats concrets permettront, au fil du mandat, de répondre durablement aux aspirations des populations.

Emeric Joël ALLAGBE

ÉVÉNEMENTIEL À PORTO-NOVO

ELONA HOUSE, un cadre d'exception pour les fêtes et les conférences

À Djassin Hounvié, dans la ville de Porto-Novo, ELONA HOUSE se positionne comme une adresse de choix pour l'organisation de mariages, anniversaires, cérémonies familiales et rencontres professionnelles. Avec ses espaces aménageables, ses salles climatisées et ses équipements adaptés, l'établissement entend offrir aux particuliers comme aux entreprises un cadre propice à la réussite de leurs événements.

Trouver un espace approprié pour organiser une cérémonie ou une rencontre professionnelle constitue souvent un véritable défi. À Porto-Novo, ELONA HOUSE apporte une réponse à ce besoin en mettant à la disposition de sa clientèle des salles de fêtes et de conférences adaptées à différentes occasions.

Que ce soit pour un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême ou une réunion professionnelle, l'établissement propose un cadre accueillant permettant de recevoir les invités dans de bonnes conditions. La modularité des espaces constitue l'un de ses atouts, offrant la possibilité d'adapter la configuration des salles à la nature et à l'envergure de chaque manifestation.

Des prestations pensées pour le confort des clients

Au-delà de la mise à disposition des espaces, ELONA HOUSE met en avant plusieurs services destinés à faciliter l'organisation des événements. L'établissement dispose notamment de salles climatisées, d'une assistance technique professionnelle et d'un groupe électrogène disponible pour contribuer à la continuité des activités en cas de coupure d'électricité.

Ces équipements représentent des avantages importants pour les organisateurs soucieux du confort de leurs invités et du bon déroulement de leurs cérémonies. Ils permettent également d'envisager des rencontres professionnelles et des conférences dans un environnement adapté.

Une adresse accessible à Porto-Novo

Situé à Djassin Hounvié, dans la ville capitale, ELONA HOUSE ambitionne de ré-



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?
Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GRUPE ELECTROGENE DISPONIBLE

Djassin Hounvié - Dowa (Porto-Novo)

+229 0198904640 / 0155499999

+229 0195534395 / 0155500707

pondre aux attentes des familles, des associations, des entreprises et des institutions à la recherche d'un espace pour leurs manifestations.

À travers son offre de salles de fêtes et de conférences, l'établissement mise sur la polyvalence de ses installations pour accompagner les moments heureux des familles ainsi que les activités du monde professionnel.

Pour toute information ou réservation, les intéressés peuvent contacter ELONA HOUSE aux numéros suivants : 0198904640 / 0155499999 ou 0195534395 / 0155500707.

ELONA HOUSE : un espace pour célébrer, se réunir et réussir ses événements.

Marie Estelle AKANNI

PARLEMENT DES JEUNES DU BÉNIN

Guerschom Agbowakounou appelle à plus d'engagement et de responsabilité



Réunis à Porto-Novo pour leur deuxième session ordinaire de l'année 2026, les jeunes parlementaires sont invités à renforcer leur implication citoyenne et à faire de leurs initiatives des leviers d'action concrète au service de la jeunesse et du développement national.

Le Parlement des jeunes du Bénin (PJB) a ouvert, ce samedi 17 octobre 2026, au Palais des gouverneurs à Porto-Novo, les travaux de la deuxième session ordinaire de la quatrième mandature. La cérémonie s'est déroulée sous la supervision de Christel-Fourier Donkpègan, secrétaire général administratif de l'Assemblée nationale et président du Comité d'encadrement et de suivi du PJB. À cette occasion, le président de l'institution, Guerschom Agbowakounou, a lancé un appel à ses pairs pour davantage d'engagement, de responsabilité et de changement de comportement.

Sur les 85 jeunes parlementaires attendus, 69 ont répondu présents à ce rendez-vous statutaire. Dans son allocution d'ouverture, Guerschom Agbowakounou a exprimé sa gratitude à Dieu, avant de saluer l'accompagnement du président de l'Assemblée nationale, Joseph Fifamin Djogbénou, en faveur de cette institution dont la vocation est de faire entendre la voix de la jeunesse béninoise à travers sa vision : « Le Bénin vu par sa jeunesse et porté par ses idées ».

Le président du PJB a également témoigné sa reconnaissance aux partenaires, à l'administration parlementaire et particulièrement à Christel-Fourier Donkpègan, pour son rôle dans l'encadrement et le suivi des activités de l'institution.

Le changement des mentalités au cœur des priorités

Pour Guerschom Agbowakounou, le dé-

veloppement durable d'une nation repose notamment sur la solidité de ses institutions, l'investissement dans le capital humain et une industrialisation orientée vers les exportations. Trois leviers qu'il considère comme complémentaires et indispensables à la transformation économique et sociale du pays.

Tout en saluant les efforts des autorités béninoises dans ces différents domaines, il a insisté sur un défi qui, selon lui, exige une mobilisation particulière : le changement des mentalités. Pour le président du Parlement des jeunes, les réformes institutionnelles et les initiatives de développement ne peuvent produire pleinement leurs effets sans une évolution des comportements et une véritable prise de conscience individuelle.

Il a ainsi invité les membres de son institution à faire de la responsabilité et du changement de comportement les principes directeurs de cette session. « C'est ici que se situe désormais notre mission au vu des observations, des actions et des différentes initiatives que nous avons prises », a-t-il souligné.

Des initiatives à transformer en résultats concrets

Au cours du premier semestre de 2026, le Parlement des jeunes du Bénin a multiplié les initiatives en faveur de la participation citoyenne, notamment à travers l'Académie parlementaire de la jeunesse et la célébration de la Journée internationale de la jeunesse. L'institution a également poursuivi ses activités de représentation et de participation aux réflexions

sur les enjeux concernant les jeunes.

Pour cette nouvelle session, l'ambition est d'aller au-delà des activités de sensibilisation et de représentation. Il s'agit désormais de mieux valoriser les capacités intellectuelles de la jeunesse, notamment par des travaux de recherche, des réflexions et des enquêtes susceptibles d'alimenter les débats parlementaires et d'éclairer les décisions des députés.

Cette orientation traduit la volonté du PJB de renforcer sa contribution à la vie démocratique et à l'élaboration des politiques publiques, en faisant de la jeunesse un acteur de proposition et de réflexion sur les défis nationaux.

L'histoire politique du Bénin au cœur des échanges

La première journée de cette session a été marquée par une communication du Dr Gilles Badet, enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi et ancien secrétaire général de la Cour constitutionnelle du Bénin. Portant sur le thème « L'histoire constitutionnelle et politique du Bénin : quelles leçons pour l'engagement des jeunes parlementaires ? », son intervention a permis aux participants de revisiter les grandes étapes de l'évolution politique du pays.

Des périodes révolutionnaires au Renouveau démocratique, en passant par la séquence politique ouverte en 2016 et les réformes qui l'ont accompagnée, les jeunes parlementaires ont été invités à tirer des enseignements de l'histoire institutionnelle béninoise afin de

mieux appréhender leurs responsabilités citoyennes et politiques.

Outre cette communication, les travaux ont été consacrés à l'examen et à l'adoption du rapport d'activités du président du PJB, ainsi qu'à la validation du plan de travail annuel de l'institution pour l'année 2027. La commission « Liberté publique et démocratie », chargée de l'examen du règlement intérieur, a également présenté les conclusions de ses travaux.

De l'engagement à l'impact

La deuxième session ordinaire de la quatrième mandature du Parlement des jeunes du Bénin doit s'achever ce dimanche 18 octobre 2026. Avant la clôture, les participants se pencheront sur le thème : « De l'engagement à l'impact : renforcer le suivi et la mise en œuvre des résolutions du Parlement des jeunes du Bénin ».

Cette réflexion entend mettre l'accent sur l'efficacité de l'action parlementaire des jeunes, en accordant une attention particulière au suivi des résolutions adoptées et à leur traduction en résultats tangibles.

À travers cet appel à plus d'engagement et de responsabilité, Guerschom Agbowakounou place ainsi sa mandature devant un enjeu majeur : faire de la participation des jeunes un véritable instrument de proposition, de transformation sociale et de contribution au développement du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE



COOPÉRATION BÉNIN-ÉGYPTE

L'UPMB explore de nouvelles pistes de partenariat avec l'Égypte



Reçue par l'ambassadrice égyptienne au Bénin, la délégation conduite par Hervé Prudence Hessou a présenté les priorités de la nouvelle mandature et échangé sur les opportunités de formation offertes aux professionnels des médias.

Le renforcement des compétences et l'ouverture à de nouveaux partenaires internationaux s'inscrivent au cœur des ambitions de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB). Dans cette dynamique, le bureau exécutif de l'organisation a été reçu, jeudi 15 octobre 2026, par l'ambassadrice de la République arabe d'Égypte au Bénin, Ragaa

Elwakeel. Cette rencontre a permis de présenter les grandes orientations de la nouvelle mandature et d'explorer des possibilités de coopération au bénéfice des acteurs de la presse béninoise.

Conduite par son président, Hervé Prudence Hessou, la délégation de l'UPMB a exposé à la diplomate les principales priorités de son programme d'action. Structurée autour de huit axes stratégiques, cette feuille de route vise notamment à renforcer la formation continue, à promouvoir la professionnalisation du secteur, à améliorer les conditions d'exercice du métier et à consolider la place de l'organi-

sation dans le paysage médiatique national.

Cette présentation a retenu l'attention de l'ambassadrice, qui a salué la vision portée par la nouvelle équipe dirigeante et la cohérence des objectifs annoncés. Les échanges ont ainsi ouvert la voie à une réflexion sur les moyens de soutenir davantage le développement des compétences au sein des médias béninois.

L'expertise égyptienne au service de la formation

Au-delà de la présentation du programme de l'UPMB, les discussions ont permis de mettre en lumière les possibilités de coopération proposées par l'Égypte dans le domaine du renforcement des capacités. Ragaa Elwakeel a notamment évoqué les programmes de formation et les dispositifs de coopération internationale susceptibles de bénéficier aux professionnels béninois, y compris ceux du secteur des médias.

Formations de courte durée, bourses d'études et séminaires thématiques figurent parmi les opportunités susceptibles d'être explorées. Pour l'UPMB, l'accès à ces dispositifs pourrait contribuer à l'amélioration des compé-

tences techniques et professionnelles de ses membres, dans un environnement médiatique marqué par des mutations constantes.

Cette ouverture s'appuie sur les relations diplomatiques et la coopération entretenues de longue date entre le Bénin et l'Égypte. Présente au Bénin depuis 1974, la représentation diplomatique égyptienne constitue un cadre potentiel pour développer de nouvelles initiatives au profit de différents secteurs, notamment celui de l'information et de la communication.

À l'issue de l'audience, les deux parties ont manifesté leur intérêt pour l'exploration de pistes de collaboration. Les échanges pourraient se poursuivre autour d'actions conjointes destinées à favoriser la formation et la professionnalisation des journalistes béninois. Leur concrétisation dépendra toutefois des démarches qui seront engagées à la suite de cette première prise de contact.

La Maison des Médias au cœur des perspectives

La rencontre a également été marquée par une invitation adressée à l'ambassadrice égyptienne par le président de l'UPMB pour une

visite à la Maison des Médias Thomas Mégnassan. Ragaa Elwakeel a exprimé son intention d'effectuer ce déplacement dans les prochains jours.

Cette visite annoncée pourrait constituer une nouvelle occasion de renforcer les échanges entre la représentation diplomatique égyptienne et les organisations professionnelles des médias au Bénin. Elle offrirait également un cadre favorable à l'approfondissement des discussions sur les possibilités de partenariat envisagées.

Pour le bureau exécutif de l'UPMB, cette démarche traduit une volonté d'élargir le réseau de coopération de l'organisation au-delà des institutions nationales. L'objectif demeure de multiplier les opportunités de formation, de favoriser le partage d'expériences et d'accompagner les professionnels des médias face aux exigences croissantes de leur métier.

À travers cette ouverture vers l'Égypte, l'UPMB entend ainsi poser les bases d'une coopération susceptible de contribuer durablement au développement des compétences et au rayonnement de la presse béninoise.

Emeric Joël ALLAGBE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉÉQUILIBRAGE INSTITUTIONNEL

La zone lagunaire et le vaste domaine de Djassin, des opportunités pour accueillir les institutions de l'État et désengorger Cotonou

Capitale politique du Bénin, Porto-Novo dispose d'atouts fonciers et géographiques qui pourraient être valorisés pour accueillir davantage d'institutions nationales et de grandes directions administratives. Une option stratégique pour renforcer le statut de la ville, stimuler son économie et contribuer au désengorgement de Cotonou.

Porto-Novo doit-elle continuer à porter le titre de capitale politique du Bénin sans bénéficier d'une implantation plus importante des institutions et des grandes directions de l'État ? La question mérite d'être posée au regard de la concentration des ministères, des administrations centrales et de nombreux services stratégiques à Cotonou. Face à cette situation, la capitale politique dispose pourtant de potentialités qui pourraient être mises à contribution pour engager un rééquilibrage territorial plus ambitieux.

La zone lagunaire et le vaste domaine de Djassin constituent, à cet égard, deux pistes à examiner sérieusement dans le cadre d'une politique cohérente d'aménagement du territoire.

La zone lagunaire, un potentiel à valoriser

La zone lagunaire de Porto-Novo offre des perspectives qui méritent une réflexion approfondie. Convenablement aménagés, les espaces adaptés pourraient contribuer à accueillir de nouvelles infrastructures administratives et institutionnelles, sous réserve des études techniques, foncières et environnementales nécessaires.

L'enjeu est de concevoir un développement urbain qui associe modernité, accessibilité et respect de l'environnement. Il ne s'agirait pas simplement d'ériger des bâtiments, mais de créer un cadre fonctionnel, capable de répondre aux exigences d'une administration moderne et d'améliorer l'attractivité de la capitale.

Un tel projet pourrait également favoriser le déve-

loppement des activités économiques, soutenir le commerce local et créer de nouvelles opportunités pour les jeunes et les entrepreneurs.

Le vaste domaine de Djassin, une réserve foncière à considérer

L'autre atout réside dans le vaste domaine de Djassin, dont la disponibilité et les conditions d'aménagement méritent d'être précisément établies. Si les vérifications foncières et les études de faisabilité le permettent, cet espace pourrait accueillir un pôle administratif regroupant des sièges institutionnels, des directions générales et d'autres services publics.

Une planification rigoureuse permettrait d'anticiper les besoins en routes, en transports, en assainissement, en eau et en électricité. L'objectif serait de faire émerger un espace administratif moderne, organisé et accessible, plutôt que de multiplier les implantations sans cohérence d'ensemble.

La valorisation de Djassin pourrait ainsi devenir un levier de développement urbain pour Porto-Novo, tout en contribuant à une meilleure répartition des infrastructures publiques sur le territoire national.

Quelles institutions pour la capitale politique ?

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que Cotonou concentre déjà une part importante de l'activité administrative et économique du pays. L'implantation de nouvelles institutions ou de grandes directions dans la capitale économique accentue le débat sur la place réellement accordée à Porto-Novo dans l'organisation territoriale de l'État.

Pourquoi ne pas étudier davantage l'installation de services centraux et d'organismes publics dans la capitale politique ? Les institutions concernées devraient naturellement être considérées en fonction de leurs missions, des textes qui encadrent leur localisation et des contraintes propres à leur fonctionnement.

La Haute Cour de justice, la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), la Cour des comptes ainsi que d'autres organismes pourraient faire partie d'une réflexion globale sur la répartition géographique des institutions nationales. Il ne s'agit pas d'affirmer que ces structures doivent toutes être transférées, mais d'ouvrir un débat fondé sur l'équilibre territorial, l'efficacité administrative et le statut de Porto-Novo.

Désengorger Cotonou et dynamiser Porto-Novo

Une meilleure répartition des administrations pourrait produire des effets au-delà du seul fonctionnement de l'État. En accueillant davantage de services publics, Porto-Novo pourrait attirer de nouveaux travailleurs, renforcer son marché immobilier, stimuler la restauration, le transport et le commerce, et favoriser l'émergence de nouvelles activités économiques.

Parallèlement, une implantation réfléchie de certaines structures hors de Cotonou pourrait contribuer à réduire la pression sur les infrastructures de la métropole économique, notamment en matière de circulation, de mobilité quotidienne et d'occupation de l'espace urbain.

Le désengorgement de Cotonou ne signifie pas pour autant déplacer les difficultés d'une ville vers une autre. Il suppose une politique d'aménagement anticipée, des investissements dans les infrastructures et une répartition équilibrée des fonctions administratives et économiques.

Romuald Wadagni attendu sur une vision ambitieuse

Le président de la République, Romuald Wadagni, pourrait inscrire cette problématique au cœur d'une réflexion nationale sur l'aménagement du territoire et la modernisation de l'administration. Une orientation favorable au renforcement institutionnel de Porto-Novo constituerait un signal fort en faveur

d'un développement mieux réparti entre les principales villes du Bénin.

Les autorités municipales, les responsables politiques, les cadres de l'administration et les acteurs économiques ont également leur rôle à jouer. Les partis politiques pourraient donner l'exemple en choisissant d'implanter leurs sièges nationaux à Porto-Novo, contribuant ainsi à renforcer l'animation politique et économique de la capitale.

Une telle dynamique nécessiterait toutefois une concertation entre l'État et les collectivités territoriales, ainsi qu'une programmation réaliste des investissements.

Porto-Novo mérite une place à la hauteur de son statut

La zone lagunaire et le domaine de Djassin représentent des pistes à étudier pour donner un nouvel élan à la capitale politique. Leur valorisation, si elle est techniquement et juridiquement possible, pourrait contribuer à accueillir de nouvelles institutions, à développer des quartiers administratifs modernes et à réduire la concentration des services publics à Cotonou.

Au-delà des infrastructures, c'est une question de vision et de cohérence nationale qui se pose. Porto-Novo ne devrait pas être seulement une capitale politique de nom, mais une ville pleinement intégrée au dispositif institutionnel et administratif du Bénin.

Le débat est donc ouvert : comment tirer parti des espaces disponibles de Porto-Novo pour mieux répartir les institutions, désengorger Cotonou et renforcer le développement équilibré du pays ? La réponse pourrait contribuer à dessiner une nouvelle ambition pour la capitale politique béninoise.

Emeric Joël ALLAGBE

RAYONNEMENT CULTUREL

Ulrich Adjovi à Rabat : l'art béninois en quête de nouveaux horizons

Le promoteur culturel béninois Ulrich Adjovi est annoncé à Rabat, au Maroc, pour un rendez-vous placé sous le signe de la valorisation de l'art béninois. Cette perspective met en lumière les ambitions de promotion de la création nationale et de renforcement de sa visibilité sur la scène internationale.

La culture béninoise poursuit son ouverture sur le monde. À travers la présence annoncée d'Ulrich Adjovi à Rabat, la capitale marocaine pourrait servir de cadre à une nouvelle mise en lumière des richesses artistiques du Bénin. Une perspective qui rappelle l'importance des échanges culturels dans la promotion du patrimoine national et la reconnaissance des talents béninois au-delà des frontières.

Figure connue du secteur culturel, notamment pour son engagement dans l'organisation du Festival international des arts du Bénin (FIAB), Ulrich Adjovi s'investit dans la promotion des industries culturelles et créatives. Son action contribue à offrir davantage de visibilité aux artistes et à favoriser les rencontres entre les acteurs du monde culturel.

L'art béninois au cœur des échanges internationaux

La perspective de ce rendez-vous à Rabat s'inscrit dans une dynamique plus large de valorisation de la création béninoise. Peinture, sculpture, photographie, mode, musique et autres formes d'expression témoignent de la diversité d'un patrimoine artistique qui conjugue héritage, identité et innovation.

Au-delà de sa dimension esthétique, l'art constitue un puissant instrument de dialogue entre les peuples. Les rencontres internationales permettent aux créateurs de faire connaître leurs œuvres, de nouer des contacts professionnels et d'explorer de nouvelles

possibilités de collaboration.

Pour les artistes béninois, ces ouvertures représentent autant d'occasions de conquérir de nouveaux publics et de renforcer leur présence sur les marchés culturels étrangers.

De la visibilité au développement des industries créatives

L'enjeu ne se limite toutefois pas à la présentation des œuvres. Il s'agit également de créer des conditions favorables à la professionnalisation des acteurs culturels, à la diffusion des créations et à la génération de revenus pour les artistes.

Dans cette perspective, les initiatives portées par des promoteurs comme Ulrich Adjovi participent à la réflexion sur la place de la culture dans le développement économique. La multiplication des partenariats, la circulation des œuvres et la mise en réseau des professionnels peuvent contribuer à structurer davantage les industries culturelles et créatives béninoises.

L'étape de Rabat, sous réserve des précisions relatives au programme et aux activités prévues, apparaît ainsi comme une occasion supplémentaire de mettre en avant le potentiel artistique du Bénin.

En portant ses créations au-delà de ses frontières, le pays affirme progressivement la place de la culture dans son rayonnement international. Un défi qui appelle à la fois la mobilisation des artistes, l'accompagnement des promoteurs et le renforcement des coopérations culturelles.

Emeric Joël ALLAGBE



FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE BÉNINOISE

Ecobank annonce 138,5 milliards FCFA pour le Bénin



Le groupe bancaire panafricain donne son accord de principe pour financer de nouveaux projets stratégiques de l'État. Les infrastructures, l'agriculture et le soutien aux entreprises figurent parmi les secteurs prioritaires.

Le partenariat entre le Bénin et le groupe bancaire Ecobank franchit une nouvelle étape. En visite au Bénin, le directeur général du groupe, Jeremy Awori, a rencontré le président de la République, Romuald Wadagni, autour des priorités de développement économique du pays. À

l'issue des échanges, Ecobank a annoncé un accord de principe portant sur un financement de 138,5 milliards de FCFA, destiné à accompagner la réalisation de nouveaux projets stratégiques de l'État béninois.

Un engagement financier de taille

Évaluée à 230,8 millions de dollars, soit environ 138,5 milliards de FCFA, cette nouvelle enveloppe témoigne de la volonté du groupe bancaire de renforcer sa contribution au financement de l'écono-

mie nationale. Selon les informations publiées le 16 octobre 2026, cette annonce porte à 630 milliards de FCFA le volume des financements et investissements en titres mobilisés par Ecobank au profit du Bénin.

Cette perspective intervient dans un contexte où le financement des infrastructures et la poursuite des investissements structurants occupent une place importante dans les ambitions de développement du pays. Les ressources annoncées pourraient ainsi contribuer à soutenir de nouveaux projets publics, sous réserve de leur finalisation et des modalités de financement retenues.

Plusieurs secteurs prioritaires concernés

Au-delà des grands chantiers publics, le partenariat vise plusieurs secteurs essentiels à la transformation économique du Bénin. Le financement des infrastructures, le développement agricole, l'accompagnement des entreprises et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) figurent parmi les axes prioritaires.

L'autonomisation économique des femmes et la promotion du commerce intra-africain sont également au cœur des orientations évoquées. À travers son

réseau présent dans plusieurs pays du continent, Ecobank entend faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers et aider les entreprises béninoises à accéder à de nouveaux marchés.

Pour les PME, cette dynamique pourrait ouvrir des perspectives en matière de financement, de développement des activités et de conquête de débouchés régionaux. L'agriculture et l'entrepreneuriat féminin sont également concernés par cette volonté de soutenir une croissance plus inclusive.

Ecobank Bénin affiche de solides performances

La filiale béninoise du groupe s'appuie sur des résultats financiers encourageants. Au titre de l'exercice 2025, Ecobank Bénin a enregistré un résultat avant impôt de 22,61 milliards de FCFA et un bénéfice net de 18,96 milliards de FCFA, en progression de 19 % sur un an.

La banque poursuit parallèlement sa transformation numérique. En 2025, le nombre de transactions effectuées à travers ses plateformes Ecobank Mobile et Ecobank Online a augmenté de 62 %, tandis que leur valeur totale a progressé de 84 %. Les transactions réalisées par les entreprises clientes ont, quant à elles,

connu une hausse de 43 %.

Ces performances illustrent la place croissante des services financiers numériques dans l'accompagnement des particuliers et des entreprises, ainsi que les ambitions du groupe sur le marché béninois.

Des retombées attendues pour l'économie nationale

Avec cette nouvelle annonce, Ecobank réaffirme sa volonté de participer au financement des priorités économiques du Bénin. La mobilisation de ressources supplémentaires pourrait contribuer à soutenir les investissements, à renforcer les capacités des entreprises et à stimuler les échanges commerciaux.

L'impact réel de cet engagement dépendra toutefois de la concrétisation des financements, des projets effectivement retenus et des conditions de mise à disposition des ressources. La réalisation des investissements annoncés constituera donc une étape déterminante pour traduire cette ambition financière en retombées économiques et sociales pour les populations béninoises.

Emeric Joël ALLAGBE

ATHLÉTISME EN MILIEU SCOLAIRE

Natitingou : 1 900 élèves au départ du Cross de la rentrée

La 7^e édition de cette compétition organisée par l'OBSSU a mobilisé des établissements scolaires de plusieurs communes de l'Atacora. Des médailles et des récompenses financières ont distingué les meilleurs athlètes.

Natitingou a vibré, le samedi 17 octobre 2026, au rythme de la 7^e édition du Cross de la rentrée. Organisée par le ministère des Sports et de l'Engagement civique, à travers l'Office béninois du sport scolaire et universitaire (OBSSU), cette compétition a rassemblé 1 900 participants issus d'établissements publics et privés.

Venus notamment de Natitingou, Toucountouna, Matéri, Boukoubé et Tanguiéta, les élèves ont rivalisé d'endurance et de détermination sur des parcours adaptés à leur catégorie d'âge. Les moins de 15 ans (U15) ont effectué une distance de 5 kilomètres, tandis que les moins de 17 ans (U17) ont parcouru 7 kilomètres.

Au terme de cette épreuve sportive, les meilleurs coureurs ont été récompensés pour leurs performances. À travers cette

initiative, l'OBSSU entend encourager la pratique régulière du sport en milieu scolaire et favoriser l'éclosion de nouveaux talents.

Des récompenses pour valoriser les performances

Les athlètes les plus méritants ont reçu des médailles et des enveloppes financières. Chez les U15, les premiers, filles et garçons, ont décroché la médaille d'or accompagnée d'une récompense de 100 000 FCFA. Les deuxièmes ont obtenu la médaille d'argent et 75 000 FCFA, tandis que les troisièmes sont repartis avec la médaille de bronze et 50 000 FCFA.

Dans la catégorie des U17, les vainqueurs ont bénéficié de 150 000 FCFA et de la médaille d'or. Les deuxièmes ont reçu 100 000 FCFA et la médaille d'argent, alors que les troisièmes ont été récompensés par une enveloppe de 70 000 FCFA et la médaille de bronze.

Les efforts des autres participants n'ont pas été négligés. Tous les coureurs clas-

sés de la quatrième à la quinzième place ont reçu chacun une enveloppe de 30 000 FCFA. Une mesure destinée à encourager la persévérance et à reconnaître le mérite des jeunes sportifs.

Les autorités saluent la mobilisation

Le maire de Natitingou, Taté Ouindeyama, a salué la tenue de cette activité dans sa commune. Il a invité les jeunes à faire du sport une habitude quotidienne, au-delà des compétitions organisées dans les établissements scolaires.

Représentant le directeur général de l'OBSSU, Dr Victor Soumon LAWIN, actuellement en mission dans le cadre des activités de l'Office, le directeur de la Promotion du sport scolaire et universitaire, Germain KAKPOSSA, s'est également réjoui de l'engouement suscité par cette nouvelle édition.

Il a salué le travail des équipes techniques et du comité d'organisation, dont l'engagement a contribué au bon déroulement de la compétition.

Pour Germain KAKPOSSA, le Cross de la rentrée ne se limite pas à une simple course. Il constitue une invitation adressée aux élèves à reprendre les activités physiques en cette période de rentrée scolaire. Il a notamment mis en avant les valeurs d'effort, de discipline, de persévérance et de dépassement de soi, indispensables aussi bien dans la pratique sportive que dans le parcours scolaire.

Le sport comme levier d'éducation et de détection des talents

À travers le Cross de la rentrée, le ministère des Sports et de l'Engagement civique poursuit une double ambition. La première consiste à faire du sport scolaire un cadre de détection et de formation de jeunes talents capables de défendre les couleurs nationales lors des compétitions. La seconde vise à contribuer à l'éducation civique, à la promotion de la santé et au renforcement de la cohésion entre les élèves.

La lutte contre la sédentarité en milieu

scolaire figure également parmi les priorités de cette initiative, qui encourage les jeunes à adopter un mode de vie plus actif.

Avec cette 7^e édition organisée à Natitingou, l'OBSSU confirme ainsi sa volonté de rapprocher davantage le sport des établissements scolaires et de donner aux jeunes athlètes des occasions de révéler leur potentiel.

Cette mobilisation de 1 900 participants traduit l'importance accordée à la pratique sportive en milieu scolaire. Elle s'inscrit dans la dynamique de promotion du sport à la base portée par le ministère des Sports et de l'Engagement civique et dans l'ambition du gouvernement du président Romuald WADAGNI de faire du sport un instrument d'éducation, de formation et d'épanouissement de la jeunesse béninoise.

Emeric Joël ALLAGBE



TOURISME À PORTO-NOVO

Résidences FENOU : le confort d'un appartement, la chaleur d'un véritable foyer

À Porto-Novo, les visiteurs disposent désormais d'une adresse pensée pour conjuguer confort, convivialité et sérénité.

À la recherche d'un cadre agréable pour séjourner à Porto-Novo ? Les Résidences FENOU proposent une formule qui entend répondre aux attentes des touristes, voyageurs d'affaires, familles et visiteurs de passage dans la capitale béninoise. Situées à Djassin Houinvié, à Dowa, ces résidences mettent en avant des appartements conçus pour offrir aux occupants une expérience différente de celle d'un hébergement classique.

Loin de l'ambiance impersonnelle que peuvent parfois offrir certains établissements, les Résidences FENOU misent sur une atmosphère chaleureuse et familiale. « Votre confort, notre priorité », telle est la promesse affichée par l'établissement, qui invite les visiteurs à retrouver la chaleur d'un foyer durant leur séjour.

Comme à la maison, loin de chez soi

Pour les touristes qui souhaitent prendre le temps de découvrir Porto-Novo et ses environs, disposer d'un espace confortable constitue un véritable atout. Les Résidences FENOU proposent ainsi des chambres privées et des espaces de vie conviviaux, permettant aux visiteurs de se détendre après leurs sorties, de partager des repas et de préparer sereinement leurs activités du lendemain.

L'aménagement intérieur, présenté comme authentique et soigné, associe confort et fonctionnalité. L'objectif est de permettre à chaque résident de profiter de son séjour à son propre rythme, que ce soit pour quelques nuits ou pour une période plus longue.

Une adresse adaptée aux touristes

Porto-Novo constitue une étape incontournable pour les visiteurs désireux de découvrir le patrimoine, la culture et l'histoire du Bénin. Pour accompagner cette découverte, le choix de l'hébergement joue un rôle important.

En optant pour les Résidences FENOU, le voyageur peut bénéficier d'un cadre résidentiel qui favorise à la fois repos, intimité et convivialité. L'établissement met notamment en avant quatre caractéristiques : luxe et confort, décor authentique, prix abordable et emplacement stratégique.

Cette combinaison vise particulièrement les touristes qui recherchent une alternative aux hôtels traditionnels, avec davantage de sensation de « chez-soi ».

Un séjour sans interruption grâce au groupe électrogène

Autre élément mis en avant par les Résidences FENOU : la disponibilité d'un groupe électrogène sur place. Cette solution permet à l'établissement de maintenir ses services en cas de coupure d'électricité, contribuant ainsi à assurer la continuité et le confort du séjour.

Pour un visiteur qui souhaite profiter pleinement de ses vacances, disposer d'un hébergement où les commodités essentielles restent accessibles constitue un avantage appréciable.

Porto-Novo autrement, avec FENOU comme point de départ



Les résidences
FENOU
Votre confort, notre priorité

Loin de chez vous,
RETROUVEZ LA CHALEUR D'UN FOYER !

Chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain.
L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique

GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE SUR LE LIEU

Profitez d'un séjour sans interruption grâce à notre groupe électrogène qui assure votre confort en toutes circonstances !

Djassin Houinvié - Dowa (Porto-Novo)

+229 0198904640 / 0155499999
+229 0195534395 / 0155500707

Séjourner aux Résidences FENOU, c'est également choisir de s'installer dans l'environnement de Porto-Novo pour mieux partir à la découverte de la ville et de ses richesses. Après une journée consacrée aux visites, aux rencontres ou aux activités professionnelles, les voyageurs peuvent retrouver un espace conçu pour la détente et le repos.

Touristes, familles, professionnels ou visiteurs de passage : les Résidences FENOU se présentent ainsi comme une solution d'héberge-

ment alliant indépendance, confort et convivialité.

FENOU, une invitation à poser ses valises

Pour celles et ceux qui préparent un séjour à Porto-Novo, une adresse mérite donc d'être inscrite dans le carnet de voyage : les Résidences FENOU, à Djassin Houinvié – Dowa.

Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer. Une promesse qui résume l'esprit de ces

résidences : offrir au visiteur non seulement un lieu où dormir, mais surtout un cadre où il peut se sentir chez lui pendant son séjour.

Contacts :

Djassin Houinvié – Dowa, Porto-Novo
+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99
+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

Augusta DAKPOGAN

SAFEF 2026 À PARAKOU

Bio Tchané valorise les femmes rurales



Le Salon de l'autonomisation de la femme entrepreneure rurale du Bénin met en lumière le savoir-faire féminin et le potentiel économique des productions locales. Une initiative qui entend renforcer la visibilité des entrepreneures et favoriser leur accès à de nouvelles opportunités d'affaires.

Le savoir-faire des femmes entrepreneures rurales est à l'honneur à Parakou, à l'occasion du Salon de l'autonomisation de la femme entre-

preneure rurale du Bénin (SAFEF 2026), organisé du 15 au 17 octobre. Cette première édition met en lumière les initiatives féminines dans les domaines de l'agriculture, de la transformation agroalimentaire, de l'artisanat et de la commercialisation des produits locaux.

La présence d'Abdoulaye Bio Tchané, figure majeure de la vie politique et économique béninoise, s'inscrit dans cette dynamique de promotion de l'entrepreneuriat fé-

minin et de valorisation des potentialités économiques des territoires.

Les femmes rurales, actrices du développement

Dans les différentes localités du Bénin, les femmes rurales jouent un rôle essentiel dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Leurs activités contribuent à la création de richesses, à la préservation des savoir-faire locaux et à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Malgré cette contribution importante, elles restent confrontées à plusieurs difficultés, notamment l'accès au financement, l'insuffisance des équipements de production et de conservation, ainsi que les obstacles à l'écoulement de leurs marchandises.

Le SAFEF 2026 se veut ainsi un cadre de rencontres, de partage d'expériences et de mise en relation avec des partenaires susceptibles d'accompagner le dévelop-

pement de leurs entreprises.

La transformation locale au cœur des échanges

Placée sous le thème « Femme rurale, innovation et transformation locale : moteur d'une économie béninoise résiliente et inclusive », cette édition met l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités des entrepreneures et d'améliorer la compétitivité de leurs produits.

Les échanges autour du financement, du marketing numérique, du conditionnement et de l'accès aux marchés doivent contribuer à ouvrir de nouvelles perspectives aux participantes. L'objectif est également d'encourager la transformation des matières premières sur place, afin d'accroître la valeur ajoutée des productions nationales.

Faire de la visibilité un levier économique

Au-delà de l'exposition des produits, le défi consiste à transformer

les rencontres du salon en opportunités concrètes : partenariats commerciaux, accès au crédit, amélioration des techniques de production et conquête de nouveaux marchés.

La valorisation du savoir-faire des femmes rurales constitue donc un enjeu majeur pour le développement économique local. En soutenant leurs initiatives et en facilitant leur accès aux ressources nécessaires, les acteurs publics et privés peuvent contribuer à renforcer leur autonomie et leur participation à la création de richesses.

À Parakou, le SAFEF 2026 rappelle ainsi que l'entrepreneuriat féminin rural représente un potentiel important pour une économie béninoise plus inclusive, fondée sur la valorisation des ressources locales et la promotion des talents.

Emeric Joël ALLAGBE

SANTÉ PUBLIQUE – CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DES CANCERS FÉMININS

Xwédakunkan mobilise ses femmes contre les cancers du sein et du col de l'utérus



À travers une campagne gratuite de dépistage couplé organisée à Agbanto Maga, l'association entend renforcer la prévention, briser les tabous et promouvoir la santé des femmes de la communauté Xwéda.

La santé des femmes au cœur de la solidarité communautaire. L'association culturelle Xwédakunkan, dirigée par Gérard Kampès Tossavi, a initié, le samedi 17 octobre 2026, une campagne gratuite de dépistage couplé des cancers du sein et du col de l'utérus au profit des femmes de son réseau. Organisée au siège de l'association à Agbanto Maga, cette initiative traduit la volonté de la communauté Xwéda de contribuer activement à la prévention des maladies et à la protection de la santé féminine.

À travers cette action, Xwédakunkan entend donner une dimension concrète à son engagement social. Connue pour ses efforts en faveur de l'unité et de la valorisation du patrimoine culturel Xwéda au Bénin, l'association élargit ainsi son champ d'intervention en plaçant la santé publique parmi ses priorités. Le dépistage gratuit offre aux participantes l'occasion de bénéficier d'une démarche préventive dans un cadre respectueux de leur intimité et de leur dignité.

La prévention pour lever les tabous

Face aux conséquences parfois dramatiques des cancers féminins, le réseau des femmes de Xwédakunkan mise sur la sensibilisation et le dépistage précoce. L'objectif est notamment de favoriser le recours aux services de

santé, de dissiper les appréhensions liées aux examens médicaux et de lever les tabous culturels qui entourent encore certaines maladies touchant l'appareil reproducteur féminin.

Conduits par des professionnels de santé, les examens de dépistage visent à encourager les femmes à prendre soin de leur santé et à consulter sans attendre l'apparition de signes inquiétants. Cette démarche rappelle l'importance d'une détection précoce, qui peut améliorer considérablement les possibilités de prise en charge et les chances de guérison.

En ciblant particulièrement les femmes de sa communauté, l'association entend également rapprocher les actions de prévention des populations à la base. Elle réaffirme ainsi que la solidarité ne se limite pas à la préservation des valeurs culturelles, mais se traduit aussi par des initiatives concrètes en faveur du bien-être collectif.

Un engagement communautaire au service du développement

À travers cette campagne, Gérard Kampès Tossavi et les responsables de Xwédakunkan mettent en lumière le rôle que peuvent jouer les organisations culturelles dans la promotion de la santé publique. En mobilisant ses membres autour d'un enjeu aussi important, l'association contribue à renforcer la sensibilisation et à encourager l'adoption de comportements favorables à la santé.

L'initiative s'inscrit dans une dynamique de complémentarité avec les efforts des autorités sanitaires en matière de prévention et de

lutte contre les maladies. À cet effet, l'association exprime sa reconnaissance au ministre de la Santé, Benjamin Hounkpatin, ainsi qu'au gouvernement du président Romuald Wadagni, pour les actions menées en faveur de la santé des populations.

Au-delà des examens médicaux, cette campagne porte un message essentiel : préserver la santé des femmes, c'est aussi protéger les familles et renforcer les bases d'un développement durable. Pour Xwédakunkan, la valorisation de l'identité Xwéda passe également par la promotion du bien-être et la protection de la vie.

Fernandez SOWANOU



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR / RENTRÉE ACADÉMIQUE 2026-2027

ES LA PRATIQUE DE ZOGBODOMEY : UN APPEL AUX BACHELIERS POUR UNE FORMATION TOURNÉE VERS L'EMPLOI

Sciences agronomiques, génie civil, travaux pratiques et professionnalisation : l'École Supérieure La Pratique ouvre ses portes aux nouveaux bacheliers et aux professionnels désireux de renforcer leurs compétences. Pour l'année académique 2026-2027, l'établissement invite les étudiants à venir nombreux s'inscrire afin de préparer leur avenir dans un cadre privilégiant l'apprentissage par l'action.

À l'heure où l'insertion professionnelle constitue une préoccupation majeure pour les jeunes diplômés, le choix d'une formation adaptée aux exigences du marché du travail représente une étape déterminante. À Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR, l'École Supérieure La Pratique entend apporter sa contribution à la formation d'une nouvelle génération de techniciens et de professionnels qualifiés. À l'occasion de la rentrée académique 2026-2027, l'établissement lance un appel aux bacheliers, aux nouveaux étudiants et aux professionnels souhaitant acquérir de nouvelles compétences : venir découvrir ses filières et accomplir les formalités d'inscription.

Une pédagogie qui privilégie l'apprentissage par l'action

« À l'École Supérieure La Pratique, les compétences se construisent par l'action ». Cette devise traduit l'orientation pédagogique que revendique l'établissement. L'objectif est de permettre aux apprenants de ne pas se limiter aux connaissances théoriques, mais de les compléter par des exercices pratiques, des expérimentations et des activités en lien avec leur domaine de formation.

Cette approche se révèle particulièrement importante dans les secteurs techniques, où la maîtrise des outils, des méthodes de travail et des réalités du terrain constitue un atout pour l'exercice d'un métier. En mettant l'accent sur la pratique, l'ES La Pratique entend accompagner ses étudiants vers une meilleure préparation aux défis du monde professionnel.

Des filières porteuses en sciences agronomiques et en génie civil

Pour la rentrée 2026-2027, l'établissement propose plusieurs parcours de formation dans deux grands domaines : les sciences agronomiques et le génie civil.

En sciences agronomiques, les candidats peuvent notamment s'orienter vers les filières suivantes :

- * Sciences et Techniques de Production Végétale ;
- * Production et Gestion des Ressources Animales ;
- * Gestion des Exploitations Rurales et Agricoles.

Ces formations s'adressent notamment aux titulaires des baccalauréats C et D, ainsi qu'aux candidats titulaires du DEAT, selon les conditions d'admission propres à chaque filière.

Dans le domaine du génie civil, plusieurs spécialités sont également proposées, notamment :

- * Bâtiment, Travaux publics et Béton armé ;
- * Topographie et Dessin-Projet de Bâtiment ;
- * Assainissement général et Voiries et Réseaux divers (VRD).

Les titulaires des baccalauréats C, D et F ainsi que du DIT peuvent être concernés, en fonction de la filière choisie et des critères d'admission applicables.

À travers ces différents parcours, l'école offre

aux candidats la possibilité de s'orienter vers des secteurs essentiels au développement économique, à la modernisation des infrastructures et à la valorisation du potentiel agricole.

Une ferme de plus de 50 hectares au service de la formation

L'un des atouts mis en avant par l'ES La Pratique réside dans ses infrastructures consacrées à l'apprentissage pratique. L'établissement dispose notamment d'une ferme agricole de plus de 50 hectares destinée aux expérimentations et aux activités de formation.

À cela s'ajoutent un laboratoire présenté comme moderne et équipé, ainsi que des salles de cours spacieuses. Ces installations ont vocation à favoriser l'acquisition progressive des connaissances et la mise en application des enseignements reçus.

Pour les étudiants en sciences agronomiques, les activités pratiques constituent une occasion de se familiariser avec les réalités de la production agricole et de la gestion des exploitations. Dans les filières du génie civil, l'apprentissage technique vise également à rapprocher les connaissances académiques des exigences des métiers concernés.

Un établissement qui met en avant sa reconnaissance officielle

L'École Supérieure La Pratique indique être reconnue et agréée par l'État béninois. Selon les informations communiquées par l'établissement, elle figure dans le Guide d'orientation des bacheliers 2026-2027 du ministère compétent, à la page 95, sous le numéro 32.

L'école annonce des formations conduisant à des diplômes d'État, avec des parcours de Licence et de Master, ainsi que des possibilités de recyclage destinées aux personnes souhaitant actualiser ou renforcer leurs connaissances.

Les candidats sont invités à se rapprocher de l'administration pour obtenir des précisions sur les filières ouvertes, les conditions d'accès, les diplômes préparés et les modalités de validation des formations.

Des services pour accompagner les étudiants

Consciente des besoins des apprenants tout au long de leur parcours universitaire, l'ES La Pratique met également en avant plusieurs services et commodités. L'établissement annonce notamment des infrastructures sportives, un restaurant et une infirmerie.

Des chambres à coûts abordables sont proposées aux alentours de l'école, tandis qu'une Maison de l'Étudiant est annoncée en cours de réalisation.

L'établissement fait également état de partenariats nationaux et internationaux destinés à favoriser les possibilités de stages, de placement en entreprise et d'auto-emploi. Des bourses sont par ailleurs annoncées pour contribuer à alléger les charges liées aux études, sous réserve des conditions applicables.

Inscriptions : les futurs étudiants invités à se rapprocher de l'administration

Pour constituer leur dossier d'admission, les candidats doivent notamment prévoir un formulaire de demande de formation, les copies légalisées des diplômes ou attestations requis, un acte



NOUVELLE RENTRÉE 2026-2027

INSCRIPTION DÉJÀ OUVERTE

ÉCOLE SUPÉRIEURE LA PRATIQUE

L'UNIVERSITÉ DE L'ENTREPRENEUR

Arrêté 2022 N°0268/MESRS/DC/SGM/DGES/CTJ/CJ/SA/017SGG22

LES DOMAINES ET FILIÈRES DISPONIBLES

AGRONOMIE

- ✓ Sciences et Techniques de Production Végétale
- ✓ Production et Gestion des Ressources Animales
- ✓ Gestion des Exploitations Agricoles



GÉNIE CIVIL

- ✓ Bâtiment Travaux Publics & Béton armé
- ✓ Topographie & Dessinateur, Projecteur Bâtiment
- ✓ Assainissement & Voies Réseaux Divers



Infoline : (+229) 01 56 90 00 00 / 01 29 80 40 40

WhatsApp : 01 63 63 04 04

Mail : eslapratique2026@gmail.com

Nous sommes à Zogbodomey, non loin de l'usine de Fludor

de naissance sécurisé, une copie du Certificat d'identification personnelle (CIP), une lettre de recommandation ou d'engagement des parents ou tuteurs et deux photos d'identité.

Pour l'admission en Master, le diplôme de Licence professionnelle dans la filière concernée est requis.

Les frais d'inscription annoncés sont de 25 000 FCFA pour la Licence et de 50 000 FCFA pour le Master. Les frais de formation sont répartis en plusieurs tranches, selon les modalités communiquées par l'établissement.

Les candidats sont toutefois invités à prendre contact avec les services administratifs pour obtenir la liste complète des pièces à fournir, les conditions financières détaillées et les éventuelles dispositions particulières à leur filière.

Un appel pressant aux bacheliers et aux futurs professionnels

À l'occasion de cette rentrée académique 2026-2027, l'École Supérieure La Pratique invite les nouveaux bacheliers, les étudiants en quête d'une orientation et les professionnels désireux de poursuivre leur formation à saisir cette opportunité.

Les futurs étudiants sont appelés à venir mas-

sivement se renseigner et s'inscrire, dans les filières correspondant à leurs ambitions et à leurs aptitudes. Pour les jeunes qui souhaitent transformer leurs connaissances en compétences concrètes, le choix d'un parcours professionnalisant peut constituer un levier important dans la préparation de leur avenir.

Située à Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR, l'ES La Pratique se tient à la disposition des candidats pour les accompagner dans leurs démarches d'orientation et d'admission.

ES LA PRATIQUE : LES CONTACTS UTILES

Adresse : Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR.

Téléphones : 01 63 63 04 04 / 01 29 80 40 40

WhatsApp : +229 01 56 90 00 00

E-mail : eslapratique2026@gmail.com

Rentrée académique 2026-2027 : futurs étudiants, prenez votre avenir en main et venez nombreux vous inscrire à l'École Supérieure La Pratique !

Emeric Joël ALLAGBE

DÉCENTRALISATION INSTITUTIONNELLE ET AVENIR DE LA CAPITALE

Siège national du CES à Cotonou : Porto-Novo sacrifiée une fois encore ?



La construction du siège national du Conseil économique et social (CES) à Cotonou relance le débat sur la place de Porto-Novo dans l’organisation institutionnelle du Bénin. Alors que la capitale politique peine à s’imposer comme le véritable centre de décision du pays, une question revient avec insistance : le président Romuald Wadagni saura-t-il impulser une nouvelle dynamique en faveur de la ville aux trois noms ?

La question du siège des institutions de la République dépasse largement celle de la localisation de simples bâtiments administratifs. Elle renvoie à la vision que le Bénin entend donner à son organisation territoriale, à l’aménagement de ses villes et à la valorisation effective de sa capitale politique. À ce titre, le projet de construction du siège national du Conseil économique et social à Cotonou inter-

pelle et mérite un débat public.

Porto-Novo, une capitale politique qui attend toujours son heure

Porto-Novo porte le statut de capitale politique du Bénin. Pourtant, dans la réalité quotidienne, Cotonou concentre une grande partie de l’activité administrative, économique et institutionnelle du pays. La concentration des ministères et de nombreux services stratégiques dans la métropole économique renforce cette impression d’une capitale politique reléguée au second plan.

L’annonce de la construction du siège national du CES à Cotonou vient ainsi alimenter les interrogations sur les choix d’implantation des institutions publiques. Pourquoi ne pas saisir l’occasion de renforcer le rôle de Porto-Novo, en y instal-

lant davantage de structures nationales, afin de donner un contenu concret à son statut de capitale ?

Il ne s’agit nullement d’opposer les deux principales villes du pays. Cotonou a ses atouts, ses contraintes et ses ambitions légitimes. Mais Porto-Novo a également vocation à bénéficier d’investissements publics structurants, susceptibles de stimuler son économie, de créer des emplois et de renforcer son attractivité.

Jusqu’où ira la concentration des institutions à Cotonou ?

Le cas du CES soulève une interrogation plus large sur l’avenir des autres institutions de la République, notamment la Haute Cour de justice, la Haute Autorité de l’audiovisuel et de la communication (HAAC), la Cour des comptes et la Cour constitutionnelle.

Leur organisation et leur implantation doivent-elles continuer à conforter la concentration institutionnelle autour de Cotonou, ou le Bénin peut-il faire le choix d’une répartition plus équilibrée de ses infrastructures publiques ?

Cette interrogation appelle une précision : certaines de ces institutions disposent déjà de leur siège à Cotonou. L’enjeu n’est donc pas de présenter leur installation future dans cette ville comme une décision acquise, mais de questionner une tendance plus générale à la concentration des fonctions stratégiques dans la même agglomération.

Une politique cohérente d’aménagement du territoire devrait pourtant considérer la localisation des institutions comme un levier de développement. Un siège national, ce sont des emplois directs et indirects, des activités économiques, des besoins en logements, des services de proximité et une nouvelle dynamique pour les quartiers environnants.

Romuald Wadagni face à un choix d’aménagement du territoire

Le président Romuald Wadagni peut-il devenir celui qui donnera un nouvel élan à Porto-Novo ? La question mérite d’être posée, tant les attentes autour de la capitale politique restent importantes.

Au-delà des projets d’infrastructures et des discours sur la modernisation du pays, une ambition claire en faveur de Porto-Novo pourrait marquer un tournant. Cela supposerait une politique volontariste visant à y renforcer la présence des institutions nationales, à améliorer les infrastructures urbaines, à faciliter la mobilité et à stimuler les investissements privés.

Une telle orientation ne devrait pas être perçue comme une faveur accordée à Porto-Novo, mais comme une décision stratégique au service de l’équilibre national. Une capitale politique mieux valorisée contribuerait à décongestionner Cotonou, à répartir davantage les opportunités économiques et à renforcer la cohérence de l’organisation territoriale.

Le président de la République dispose-t-

il de la volonté politique nécessaire pour ouvrir ce chantier ? Le débat est légitime. Il appelle des décisions concrètes, une vision à long terme et une coordination entre les institutions concernées.

Porto-Novo ne demande pas un privilège, mais une véritable reconnaissance

L’avenir de la capitale politique ne peut dépendre uniquement de la préservation de son titre. Il doit se traduire par des choix publics visibles, des infrastructures de référence et une présence institutionnelle à la hauteur de son statut.

La construction du siège national du CES à Cotonou peut donc être l’occasion d’un débat plus profond sur la répartition des institutions au Bénin. Il ne s’agit pas de remettre en cause les projets de développement de Cotonou, mais de veiller à ce que la croissance du pays profite également à Porto-Novo et aux autres villes.

Romuald Wadagni aura-t-il l’audace d’inscrire la revalorisation de Porto-Novo parmi les priorités de son action ? La capitale politique attend moins des promesses qu’une politique d’aménagement du territoire capable de lui donner toute sa place dans la République.

Car un pays qui se veut moderne doit aussi savoir valoriser sa capitale politique. Et Porto-Novo ne devrait plus avoir à se demander, à chaque nouveau projet institutionnel, si son heure viendra enfin.

Emeric Joël ALLAGBE

CAPITALE POLITIQUE DU BÉNIN

Porto-Novo, si les partis politiques montraient aussi la voie ?

L’installation des sièges nationaux des partis politiques à Porto-Novo pourrait contribuer au rayonnement de la capitale, renforcer son attractivité et favoriser un meilleur équilibre entre les deux grandes villes du pays. Une réflexion qui mérite d’être engagée, alors que Cotonou concentre une grande partie des activités administratives et économiques.

Porto-Novo est la capitale politique du Bénin. Pourtant, dans la pratique, Cotonou demeure le principal centre d’attraction des activités économiques, administratives et institutionnelles du pays. Cette réalité relance une question de fond : comment donner davantage de visibilité et de dynamisme à la capitale politique, afin qu’elle occupe pleinement la place qui lui revient dans l’organisation nationale ?

Parmi les pistes de réflexion figure une initiative qui pourrait venir des partis politiques eux-mêmes : construire et installer leurs sièges nationaux à Porto-Novo.

Les partis politiques, acteurs possibles du rayonnement de la capitale

son statut de capitale politique.

Une telle démarche constituerait un signal concret en faveur de la valorisation de Porto-Novo. Au-delà des discours sur l’importance historique et institutionnelle de la ville, l’implantation effective de ces structures pourrait participer à la création d’un environnement politique plus dynamique, favorable aux commerces, aux services, à l’hôtellerie et aux autres activités économiques.

Il ne s’agirait pas simplement de déplacer des bureaux, mais de faire de Porto-Novo un véritable espace de rencontre, de réflexion et d’organisation de la vie politique nationale.

Cotonou, une métropole déjà fortement sollicitée

Cotonou joue un rôle central dans le fonctionnement du pays. Son dynamisme économique, son activité commerciale et la concentration de nombreuses structures administratives en font un pôle incontournable. Cette centralisation contribue toutefois à accentuer la pression sur les infrastructures, la circulation et l’occupation de l’espace urbain.

Dans ce contexte, une meilleure répartition géographique des activités pourrait ouvrir des perspectives intéressantes. Si certaines institutions et organisations choisissaient de s’installer davantage à Porto-Novo, Cotonou pourrait progressivement bénéficier d’une moindre concentration de certaines activités, tandis que la capitale politique profiterait de nouvelles opportunités.

Il convient néanmoins de distinguer les sièges des partis politiques des services publics. Le transfert des ministères relève de décisions institutionnelles et gouvernementales, tandis que le choix de loca-

lisation des sièges politiques dépend notamment des orientations et des moyens de chaque formation. Les deux questions peuvent alimenter une même réflexion sur l’aménagement du territoire, sans être confondues.

Un engagement concret plutôt qu’un simple discours

La valorisation de Porto-Novo ne saurait reposer uniquement sur les pouvoirs publics. Elle peut également mobiliser les partis politiques, les opérateurs économiques, les organisations de la société civile et les citoyens.

Les partis pourraient notamment étudier la construction de sièges nationaux adaptés à leurs besoins, l’acquisition de terrains dans des zones appropriées et la mise en place de bureaux capables d’accueillir leurs réunions et leurs activités nationales.

Une telle ambition devrait toutefois tenir compte de la disponibilité des terrains, du financement, de l’accessibilité, des infrastructures et des besoins réels de chaque formation. Une implantation progressive, fondée sur des décisions volontaires et concertées, permettrait d’envisager cette évolution de manière réaliste.

Les autorités locales pourraient, de leur côté, contribuer à la réflexion sur l’attractivité de la ville, l’aménagement urbain et l’amélioration des services nécessaires à l’accueil de nouvelles activités.

Porto-Novo mérite une ambition à la hauteur de son statut

Le débat sur l’avenir de Porto-Novo dépasse la seule question des sièges des partis politiques. Il

renvoie à une interrogation plus large sur la place que le Bénin souhaite accorder à sa capitale politique dans son développement.

Faire de Porto-Novo une ville davantage fréquentée par les responsables politiques, les militants, les institutions et les acteurs économiques suppose des initiatives concrètes, une volonté de coopération et une vision à long terme.

Et si les partis politiques commençaient par donner l’exemple en construisant leurs sièges nationaux à Porto-Novo ? La proposition mérite d’être examinée comme une piste de réflexion parmi d’autres pour renforcer l’attractivité de la capitale et encourager une répartition plus équilibrée des activités sur le territoire national.

La capitale politique ne doit pas être seulement un titre inscrit dans les textes ou rappelé lors des cérémonies officielles. Elle doit aussi pouvoir se traduire par une présence visible des activités, une animation urbaine soutenue et des perspectives économiques pour ses habitants.

L’enjeu est donc de transformer le statut de Porto-Novo en une dynamique concrète de développement, tout en permettant à Cotonou de poursuivre son essor dans un environnement urbain moins soumis à la concentration de toutes les activités.

Valoriser Porto-Novo, c’est réfléchir à l’équilibre du territoire national. Et cette réflexion peut aussi commencer au sein des partis politiques.

Emeric Joël ALLAGBE

L'Emblème du Jour

— LE QUOTIDIEN DE RÉFÉRENCE —

RECRUTE DES STAGIAIRES JOURNALISTES

Vous êtes passionné(e) par l'actualité,
l'écriture et le journalisme ?
Rejoignez notre équipe !



LIEU DE STAGE

Siège du journal
à Porto-Novo
(Djassin Houinvié,
Immeuble Elona House)



PRESSE ÉCRITE ET EN LIGNE

L'Emblème du Jour est un
organe de presse écrite mais
également en ligne.



UNE BELLE OPPORTUNITÉ

Les stagiaires pourront
acquérir de l'expérience
au sein d'une rédaction
professionnelle et dynamique.



COMPOSITION DU DOSSIER À DÉPOSER

- ✓ Lettre de motivation
- ✓ Dernier diplôme obtenu
- ✓ CV



ENVOYEZ VOTRE DOSSIER

Par mail :

 emericprod4@gmail.com

Ou par WhatsApp :



[+229 0144904640](https://wa.me/2290144904640)